

Après qu'elle ait soutenu 32 projets gaziers, l'UE est accusée d'hypocrisie face à la crise climatique

Mercredi 12 février 2020 Daniel Boffey à Bruxelles

<https://www.theguardian.com/environment/2020/feb/12/eu-accused-of-climate-crisis-hypocrisy-after-backing-32-gas-projects>



Selon les environnementalistes, l'UE ne devrait pas investir dans des projets liés aux combustibles fossiles. Photographie : Jeff Zehnder/Alamy

Les députés européens soutiennent des programmes à hauteur de 29 milliards d'euros, "piégeant l'Europe dans une politique de combustion d'énergies fossiles pour des générations venir".

L'Union européenne a officiellement soutenu 32 grands projets d'infrastructure gazière dans une démarche qui, selon les critiques, piègera l'Europe dans une politique de combustion d'énergies fossiles pendant des générations.

Les députés européens ont voté en faveur de la proposition de la Commission européenne par 443 voix pour, 169 voix contre et 36 abstentions, mercredi, conduisant les groupes environnementalistes à déplorer l'"hypocrisie" de Bruxelles quant à l'urgence climatique.

Le coût total de ce type d'infrastructure est estimé à 29 milliards d'euros. Dans le cadre du programme de financement de l'UE, jusqu'à 50 % des coûts de chaque projet pourraient être couverts par les contribuables européens.

Dans un rapport, la société de conseil Artelys a affirmé que la majorité des projets, qui vont

depuis l'Irlande jusqu'à la Croatie, sont "inutiles".

Les groupes environnementaux ont déclaré que les entreprises gazières récoltaient les fruits d'un lobbying intense et de la position avantageuse du secteur au sein des institutions décisionnelles de la Commission.

Un organe consultatif dirigé par l'industrie fournit à la Commission européenne des prévisions sur les futurs besoins énergétiques de l'Europe.

Colin Roche, coordinateur de la justice climatique pour les Amis de la Terre Europe, a déclaré : "Cette hypocrisie climatique doit cesser. Après des catastrophes sans précédent comme les incendies de forêt en Australie, l'histoire regardera d'un mauvais œil ceux qui ont aujourd'hui soutenu la construction de nouveaux pipelines et terminaux à destination de combustibles fossiles.

"Un Green New Deal européen n'est pas compatible avec davantage de combustibles fossiles, et l'Europe doit rapidement s'en libérer".

Le commissaire européen à l'énergie, Kadri Simson, d'Estonie, avait demandé au Parlement de soutenir la proposition au motif que les trois quarts des 151 projets étaient fondés sur l'électricité plutôt que sur le gaz.

Le Parlement avait le choix entre accepter la liste complète, la quatrième de la sorte proposée par la Commission dans le cadre de son programme "Connecter l'Europe", ou la rejeter dans son intégralité.

Simson a déclaré : "Une objection à la 4e liste PIC [Projets d'intérêt commun] signifierait que la 3e liste PIC reste en vigueur - une liste qui compte 40 % de projets gaziers de plus que la nouvelle liste.

"En conséquence, les interconnecteurs électriques clés et les projets de transition énergétique tels que le North Sea Wind Power Hub, les nouveaux projets de réseaux intelligents et les nouveaux projets de réseaux de CO2 ne seraient pas éligibles à un financement au titre du mécanisme "Connecter l'Europe".

Simson a déclaré qu'elle veillerait à ce que la prochaine liste de projets "reflète les priorités du Green New Deal européen", en référence à l'objectif de neutralité des émissions de carbone de l'UE d'ici 2050. Elle a insisté sur le fait que le fait de fonctionner selon la nouvelle liste n'en garantissait pas le financement.

Ciarán Cuffe, un député européen irlandais du parti Vert, qui a voté contre les projets, a déclaré : "Étant donnée la gravité de l'urgence climatique et le peu de temps qu'il nous reste pour éviter une catastrophe climatique, dépenser davantage d'argent public pour des investissements dans les combustibles fossiles est une réelle erreur.

"L'époque où on consacrait de l'argent public à des projets coûteux et inutiles dans le domaine des combustibles fossiles est dépassé, alors même que l'Europe devrait investir dans l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables".

